

Vœu sur la consommation du lait cru

L'ACADEMIE VETERINAIRE DE FRANCE

CONSIDÉRANT :

- la corrélation démontrée entre la présence d'anticorps brucelliques dans le sang des vaches laitières et le risque d'excrétion de brucelles par le lait de ces vaches ;
- la possibilité de transmission de la brucellose de l'animal à l'homme par le lait virulent ;
- la confiance prématurée dans l'innocuité du lait cru que pourraient éprouver certains consommateurs en raison de la généralisation des campagnes d'assainissement du cheptel en cours, visant, en particulier, l'éradication de la brucellose ;
- l'incitation à la consommation de lait cru que constitue la publicité faite en faveur des aliments dits « naturels ».

EMET LE VŒU :

Que l'alinéa c de l'article 2, paragraphe 1° du décret n° 55-771 du 21 mai 1955 relatif aux laits destinés à la consommation humaine soit complété comme suit :

c) D'étables possédant un cheptel reconnu indemne de tuberculose par les services vétérinaires, à la suite d'épreuves de tuberculine ou de toute autre épreuve diagnostique approuvée par le comité consultatif des épizooties et d'exploitations considérées comme indemnes de brucellose au sens de l'article 13 de l'arrêté modifié du 3 juin 1966.

Faute de satisfaire la condition relative à la brucellose, les laits mis en vente à l'état cru pour la consommation humaine devront être contenus dans des récipients portant sur une bande jaune, en caractères très apparents d'au moins 3 cm de hauteur, l'inscription « lait cru à faire bouillir ».

Toutefois, pour les laits vendus directement au consommateur sur le lieu de production la même information sera portée

à la connaissance des acheteurs au moyen d'un écriteau facilement lisible placé à la vue du public.

En outre, l'Académie Vétérinaire tient à préciser que les garanties supplémentaires faisant l'objet de ce vœu ne constituent à ses yeux qu'une première étape dans le renforcement des mesures de sécurité qu'il convient de prendre en faveur du consommateur, et que dans une seconde étape il serait souhaitable d'imposer que les laits destinés à être vendus à l'état cru pour la consommation humaine provinssent d'étables titulaires de la patente vétérinaire et médicale délivrée dans les conditions prévues par le décret n° 65-140 du 12 février 1965.

Discussion

M. ROUSSEAU. — Pourquoi la commission a-t-elle cru indispensable de procéder en deux étapes et non pas d'essayer de frapper fort du premier coup ? Quelle est sa pensée ?

LE PRÉSIDENT. — Il semble bien que, déjà, cette simple première étape suscite des réactions et soulève également certaines difficultés d'application. Il faut dire qu'à l'heure actuelle il n'y a absolument rien de prévu concernant les garanties contre la brucellose pour les laits vendus dans les villes de moins de 20.000 habitants ; dans les villes de plus de 20.000 habitants il y a simplement la possibilité pour le Préfet, d'imposer par arrêté préfectoral, la patente sanitaire simple et non la patente vétérinaire et médicale.

Par conséquent il semble bien que, dans ce premier stade, on ne puisse pas aller au-delà, pour tout le territoire, de ce qui est prévu pour les villes de plus de 20.000 habitants.

Cette possibilité qu'ont les préfets, en réalité, nous le savons, elle est très peu utilisée ; dans la majorité des départements les préfets n'ont pas pris d'arrêté exigeant la patente sanitaire. L'adoption des mesures proposées constituerait donc un progrès sensible au regard des garanties sanitaires relatives à l'absence de brucellose.

Dans une deuxième étape, il serait possible d'envisager l'exigence de la patente vétérinaire et médicale sur tout le territoire national.

Le vœu est adopté à l'unanimité.
